

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Mussy-sur-Seine
SEANCE DU 19 OCTOBRE 2017

Date de la convocation : 18 octobre 2017

Date d'affichage : 12 octobre 2017

L'an deux mille dix-sept, le dix-neuf octobre à dix-huit heures trente, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Henri PETIT DE BANTEL, Maire.

Présents : Eric BOYER, Annie COLLET, Dominique DECHAUD, Jean-Louis DESMIER, Sophie GORCE, Marie-Luce LOISEAU, Henri PETIT de BANTEL, Maggie ROSSONI, Georges ROYER, Pierre WOTAWA

Représentés : Sylvie FASENTIEUX par Annie COLLET

Absents : Virginie FEVRIER, Francisque PETIT de BANTEL

Secrétaire : Madame Annie COLLET

Le compte-rendu de la dernière séance est lu et approuvé à l'unanimité.

La séance est ouverte.

| |
|---|
| 59_17 - Délégation pour l'instruction des actes d'urbanisme au Département - Renouvellement de la convention |
|---|

La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite « loi Alur » instaure la pleine responsabilité des collectivités locales sur l'instruction des autorisations d'urbanisme et notre commune ne bénéficie plus de l'assistance gratuite des services de l'Etat qui étaient en charge de cette mission, depuis la loi de décentralisation du 7 janvier 1983.

La Commune de Mussy sur Seine délègue depuis le 1^{er} juillet 2015 l'instruction de ses actes d'urbanisme au Département de l'Aube.

La convention liant les deux collectivités arrivant à son terme au 31 décembre 2017, il conviendrait que la Conseil municipal délibère afin de la renouveler et ainsi poursuivre sa collaboration avec le Département de l'Aube.

Cette délégation de l'instruction des actes d'urbanisme se ferait par la signature d'une nouvelle convention avec le Département, pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020, comportant les mêmes modalités financières et de fonctionnement que la précédente convention, ainsi qu'un arrêté de délégation de signature à Madame Isabelle DARNEL, Directeur Général Adjoint du Département de l'Aube, pour les différents courriers nécessaires lors de la phase d'instruction, telles que les demandes de pièces complémentaires ou majorations de délais ou encore les demandes de consultation des différents services extérieurs.

Après délibération, le Conseil municipal :

- **approuve** le principe de renouveler la délégation au Département de l'Aube, l'instruction des autorisations d'urbanisme pour le compte de la commune, à compter du 1^{er} janvier 2018, jusqu'au 31 décembre 2020,
- **approuve** les dispositions de la convention proposée par le Département, et plus particulièrement :
 - les conditions financières à savoir :
 - 2 € par habitant (référence : population DGF de l'année N-1) et par an, payable en début d'année ou d'exercice,
 - auquel s'ajoute 100 € par équivalent permis de construire*, payable au terme de la première période ou d'une année d'exercice,
 - la répartition des missions entre le maire et le Département dans l'instruction des autorisations d'urbanisme,
 - la délégation donnée au Département, pour demander au pétitionnaire la liste des pièces manquantes, l'informer de la majoration éventuelle des délais et consulter les différentes instances extérieures (SDIS, services de l'Etat...) conformément au code de l'urbanisme.
- **autorise** M. le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document s'y rapportant.

* L'équivalent permis de construire (EPC) est un ratio créé par l'Etat qui pondère les actes d'urbanisme selon la difficulté particulière et la durée moyenne de l'instruction de chaque type d'acte, afin de déterminer, de manière objective, la charge de travail correspondante.

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|-------------------------------|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 10 | 11 | 11 | 0 | 0 | 0 |

60_17 - Frais relatifs à la formation aux concours et examens des personnels

Le Maire rappelle l'information du Centre National de la Fonction Publique Territoriale, délégation Champagne Ardenne, qui décide de ne plus prendre en charge les frais de déplacement des agents territoriaux pour certaines formations, à compter du 1^{er} janvier 2012.

Ces conditions s'appliquent aussi pour les préparations aux concours et examens professionnels.

Le Conseil Municipal, après délibération

- **DECIDE** de prendre en charge les frais de déplacement des agents communaux pour se rendre aux épreuves des concours et examens professionnels autorisés par l'employeur, à raison d'un aller et retour par jour, selon le tarif en vigueur.

Accord à l'unanimité

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|-------------------------------|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 10 | 11 | 11 | 0 | 0 | 0 |

| |
|--|
| 61, 62, 63, 64 et 65_17 - Coupes de bois dans la forêt communale - état d'assiette 2018 |
|--|

Après avoir présenté le programme proposé par l'ONF, Monsieur le Maire informe l'Assemblée de la destination des coupes de la forêt communale à mettre à l'état d'assiette 2018.

Le Conseil Municipal, après délibération,

- **DONNE SON ACCORD** pour l'inscription à l'état d'assiette 2018 des coupes suivantes de la forêt communale, conformément au plan d'aménagement :
 - parcelle **48** d'une superficie de **70a**,
 - parcelle **87** d'une superficie de **14ha42a**,
 - parcelle **89** d'une superficie de **12ha 70a**,
 - parcelle **91** d'une superficie de **12ha 80a**,
 - parcelle **93** d'une superficie de **12ha 36a**,
- **FIXE** la destination et les conditions d'exploitation des produits de la façon suivante :
 - Vente de tous les produits identifiés à la peinture ainsi que les houppiers des arbres vendus,
- **FIXE** le délai d'exploitation, façonnage et vidange des bois au **15 octobre de l'année N+1**,
- **CONFIE** à l'Office National des Forêts le soin d'organiser au mieux les ventes de coupes de bois sur pied, la commune demeurant libre de fixer elle-même les prix de retrait si elle le juge utile,
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente.

Accord à l'unanimité.

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|-------------------------------|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 10 | 11 | 11 | 0 | 0 | 0 |

| |
|---|
| 66, 67, 68, 69_17 - Coupes de bois de la forêt communale (vente et affouages) - état d'assiette 2018 |
|---|

Monsieur le Maire informe l'Assemblée de la destination des coupes de la forêt communale à mettre à l'état d'assiette 2018, du mode de délivrance des bois d'affouage et

propose trois garants, conformément aux règles applicables aux bois vendus en bloc et sur pied.

Après délibération, le Conseil Municipal

- **DONNE SON ACCORD** pour l'inscription à l'état d'assiette 2018 des coupes prévues dans les parcelles suivantes de la forêt communale, conformément au plan d'aménagement :
 - **66a** d'une superficie de **1ha20a**,
 - **68a** d'une superficie de **3ha85a**,
 - **68p** d'une superficie de **8ha47a**,
 - **85** d'une superficie de **7ha89a**,
- **FIXE** la destination et les conditions d'exploitation des produits de la façon suivante :
 - délivrance aux affouagistes réglementairement inscrits sur le rôle d'affouages,
 - des perches de taillis marquées,
- **CONFIE** à l'Office National des Forêts le soin d'organiser au mieux les ventes de coupes de bois sur pied, la commune demeurant libre de fixer elle-même les prix de retrait si elle le juge utile,
- **DECIDE** de répartir le mode de délivrance des bois d'affouage par foyer et que la délivrance se fera sur pied,
- **DESIGNE**, pour la délivrance de bois sur pied des bois d'affouage, comme garants de la bonne exploitation du bois, conformément aux règles applicables en la matière aux bois vendus en bloc et sur pied :
 - M. Georges ROYER
 - M. Raymond CHENU
 - M. Geoffrey PERINET
- **FIXE** les délais d'exploitation, façonnage et vidange des bois délivrés au :
 - 15 Octobre de l'année suivant la délivrance pour le taillis et les petites futaies,
 - 30 avril de l'année N +1 pour les futaies vendues,
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente.

Accord à l'unanimité.

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|---------------------------------|-------------------------------|-------------|---------------|-------------------|----------------------------|
| 10 | 11 | 11 | 0 | 0 | 0 |

QUESTIONS DIVERSES.

Remerciements du responsable du Centre de secours des pompiers de Mussy. Le Maire transmet au Conseil les remerciements du Centre pour sa participation généreuse à l'achat du Drapeau de l'entité.

M. Pierre WOTAWA fait le point sur les différents travaux en cours ou prévus dans le village :

- Tour du Boulevard : le chemin de ronde a été dégagé et les travaux ont été arrêtés en attendant d'obtenir l'accord de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de couvrir la voûte de la Tour, de rouvrir l'ancienne porte côté ville et de clore la porte côté Seine.

- Collégiale : les vitraux devraient être remis en place d'ici la fin de janvier 2018 et les échafaudages retirés. Il y aura alors la réfection de la façade de l'entrée et des trois portails. La fin des travaux est prévue la 3^{ème} semaine de juin 2018.

- Musée : un certain nombre de conseillers n'ayant pas lu l'article paru dans la presse indiquant le cabinet d'architecte et la scénographe retenue pour réaliser l'agrandissement et la rénovation du Musée, le Maire demande que cet article leur soit adressé par mail. La première réunion regroupant tous les responsables du projet aura lieu le 6 novembre ; au cours de cette réunion sera arrêté le planning précis de l'opération avec un début des travaux sans doute en septembre ou octobre 2018. Avant le début des travaux il y aura une réunion publique pour informer les habitants de l'ensemble du projet.

Mme Sophie GORCE demande si la Municipalité a eu des réponses aux demandes de subventions. Le Maire répond qu'il est optimiste, car après l'Etat, le Conseil Départemental, le Sénateur, Maire de Troyes ... le Ministère de la Défense est prêt à participer au financement. Il restera à faire appel aux dons par l'intermédiaire de la Fondation du Patrimoine dès que l'architecte aura évalué exactement l'ensemble des travaux.

M. Jean-Louis DESMIER informe le Conseil qu'une réunion aura lieu la première quinzaine de novembre avec la Municipalité de Plaines Saint Lange pour concrétiser un projet de station d'assainissement commun aux deux communes.

M. Eric BOYER indique que l'arbre Noël des enfants des personnels aura lieu le vendredi 15 décembre 2017 à 18h30 et les vœux du Maire le vendredi 5 janvier 2018 à 18h30.

Le Maire indique au Conseil que M. Alain BARBIER ne veut plus être le responsable du fleurissement, mais qu'il continuera à participer en fonction de ses disponibilités. Lors d'une réunion en Mairie de tous les volontaires, aucun n'a voulu le remplacer. En conséquence les volontaires continueront à œuvrer avec les employés municipaux pour entretenir les massifs.

M. Georges ROYER signale qu'une voiture gêne le passage pour les usagers empruntant la ruelle des Faisans.

M. Pierre WOTAWA indique au Conseil que certains habitants passent régulièrement en voiture par la promenade, alors que cela devrait être exceptionnel (livraison de bois par exemple) en effet ces habitants ont une entrée devant leur propriété.

Mme Maggie ROSSONI demande que les robinets du cimetière soient changés, car les personnes âgées ont du mal à les ouvrir. M. Jean-Louis DESMIER indique qu'il a prévu de les changer au printemps.

Mme Sophie GORCE voudrait savoir si la Municipalité a obtenu des contrats aidés. M. Jean-Louis DESMIER indique que nous avons obtenu deux contrats aidés au 1^{er} septembre pour un an avec une aide de l'Etat de 75 % (Contrats demandés en juin).

M. Jean-Louis DESMIER indique que les NAP ne seront sans doute pas reconduites l'an prochain, notamment suite à la demande des parents et des enseignants.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 19h45.

Le Maire.